

PREFECTURE DES CÔTES D'ARMOR

ARRETE
MODIFICATIF
portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

DIRECTION
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

DOSSIER IC N° 20034806
EP

Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU le Code de l'Environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi du 17 juillet 1976 (codifiée au titre I du livre V du Code de l'Environnement) ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté du Ministre de l'Environnement du 13 juin 1994 modifié le 1^{er} juillet 1999 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de volailles et (ou) gibiers à plumes soumis à autorisation au titre de la protection de l'Environnement ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 fixant les dispositions applicables à la réalisation, l'entretien et l'exploitation des forages dans le département des Côtes d'Armor ;
- VU l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2004 établissant le troisième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 28 décembre 1982, modifié les 30 avril 1998 et 6 février 2004 autorisant la SNC DOUX POUSSINS, sise à LA HARMOYE, au lieu-dit « Le Garatoue » à exploiter à LA HARMOYE, au lieu-dit « Le Bout Du Bois » un élevage avicole de 110 000 animaux équivalents (Poulettes démarrées) ;
- VU les rapports en date des 30 septembre 2004, 11 avril 2005 et 18 avril 2005 de l'Inspecteur des Installations Classées imposant des prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral susvisé ;
- Vu l'avis favorable de principe émis par la Commission Départementale Compétente en Matière d'Environnement, de Risques Sanitaires et Technologiques le 18 février 2005 ;
- CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L512 – 1 du Code de l'Environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
- CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage existant ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et qu'en particulier les apports « azotés » ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés au Code de l'Environnement (livre V – titre 1^{er})

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- ARRETE -

ARTICLE 1er -

A - Les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 1982 sont modifiées comme suit :

- 1.1 - La société SNC DOUX POUSSINS sise à LA HARMOYE au lieu dit "Le Garatoué" est autorisée à exploiter à LA HARMOYE au lieu dit "Le Bout du Bois" (Section ZK, parcelles n°93 et 94) conformément aux plans et mémoire annexés à la demande, un élevage avicole dont la capacité maximale est de 110 000 animaux équivalents en présence simultanée répartis comme suit : 110 000 poulettes démarrées.
- 1.2. - Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique n°2111-1 de la nomenclature le pétitionnaire devra respecter les prescriptions édictées dans l'annexe jointe au présent arrêté et celles définies ci-après.

ARTICLE 2 :

Prescriptions particulières :

2.1. - Aménagement des bâtiments :

2.1.1. - La surface des poulaillers ne devra pas dépasser 10 000 m².

2.1.2. - Toutes les eaux usées (sas, etc...) y compris celles du lavage éventuel des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur des poulaillers seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2.2. - Transfert :

2.2.1. Destinations des produits :

L'exportation finale par le repreneur pour épandage dans un canton où la charge moyenne d'azote organique est inférieure à 140 UN/ha est une condition d'acceptation de la mesure de résorption proposée par l'exploitant, condition de prise en compte au titre de la résorption. L'exploitant devra s'assurer de son effectivité et de la crédibilité de la traçabilité mise en place.

Les produits obtenus ne pourront en aucun cas être épandus dans des cantons où la charge moyenne en azote organique à l'hectare est supérieure à 140 kg d'azote.

En cas de non respect de cette prescription, le pétitionnaire devra adapter ses effectifs ou sa gestion de l'élevage afin de se mettre en conformité avec l'arrêté préfectoral du programme d'action en vigueur.

2.2.2. Traçabilité des produits :

Le pétitionnaire tiendra à jour un registre de la destination des engrais et produits comportant au minimum pour chaque enlèvement et type de produit, les informations suivantes :

- Date d'enlèvement du site,
- Nom, adresse et coordonnées du destinataire,

- Le type de produit (fientes, fumier, compost...),
- Le nom du transporteur,
- Les quantités en tonnes justifiées par les tickets de pesée, et en m3.

A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre l'exploitant, le transporteur et l'organisme qui assure la reprise. Sur ce bon sont indiqués :

- La date de départ,
- Le type de produit,
- La référence à la norme ou le numéro d'homologation,
- Les quantités enlevées en tonnes et en m3,
- La désignation du transporteur,
- La dénomination de l'exploitant, son adresse,
- Les coordonnées de la société qui assure la commercialisation.

L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrées et leurs destinations finales, ces dernières pouvant être fournies directement par la société qui assure la reprise. L'exploitant doit pouvoir tenir à la disposition des organismes de contrôle les bons d'enlèvement qui devront être conservés au moins pendant cinq ans.

Si le contrat de commercialisation n'est pas respecté ou renouvelé par les contractants ou est rompu, le pétitionnaire devra, soit présenter un autre mode de gestion des déjections conforme à la réglementation, soit cesser l'exploitation de l'élevage.

2.3. - Sécurité :

- 2.3.1. - Les matériaux employés pour la construction des bâtiments devront être de catégorie M3 au minimum (c'est à dire moyennement inflammables).
- 2.3.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage des combustibles, s'il en existe.
- 2.3.3. - L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue.
- 2.3.4. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.
- 2.3.5. - Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100m/m conforme à la norme NFS 61-213 capable de fournir en permanence un débit de 1 000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m3 conformément à la circulaire ministérielle n°465 du 10 décembre 1951.

2.4. - Résorption :

L'azote résorbé par transfert, pour le site "Le Bout du Bois" en LA HARMOYE, est de 17 600 unités.

ARTICLE 3 :

Prescriptions particulières relatives aux puits et forages existants :

Le forage sur la parcelle Z K parcelles 93 et 94 ne répond pas aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 fixant les dispositions applicables aux puits et forages.

Par dérogation à l'arrêté sus-cité, l'exploitant est autorisé à utiliser cet ouvrage sous réserve du strict respect, dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté d'autorisation, des dispositions suivantes :

- § Un prélèvement d'eau provenant de cet ou ces ouvrages est réalisé, pour analyse, par un laboratoire indépendant afin de démontrer que cette eau n'est pas polluée. Cette analyse porte au minimum sur les paramètres suivants : chlorures, ammoniac, nitrates et bactériologie. Ces analyses sont répétées au moins une fois par an et les résultats tenus à disposition de l'Inspection des Installations Classées ;
 - § la protection en tête du forage doit être conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 concernant les buses et margelles ;
 - § les eaux de ruissellement doivent être détournées de la tête de forage ;
 - § le forage ne doit pas se situer sur le passage d'une source de pollution mobile (passage d'animaux, tonnes à lisier, approvisionnement divers ; ...) ou à proximité d'une source de pollution fixe susceptible de se déverser vers l'ouvrage (stockage ou poste de préparation de solutions de produits phytosanitaires, ...) ;
 - § l'interconnexion avec le réseau public est interdite;
 - § l'eau n'est pas destinée à la consommation humaine à l'exception de l'usage familial.
- A défaut de respecter la totalité de ces prescriptions, l'ouvrage sera abandonné. Il sera comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères. L'abandon devra être signalé au service chargé de la police de l'eau et à l'inspection des Installations Classées.

ARTICLE 4 -

Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 1982 susvisé sont maintenues.

Le présent arrêté abroge et remplace les arrêtés préfectoraux modificatifs des 30 avril 1998 et 6 février 2004 susvisés.

ARTICLE 5 -

Une copie du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affichée à la porte de la mairie de LA HARMOYE pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence de façon visible, dans l'installation par les soins de la SNC DOUX POUSSINS.

ARTICLE 6 -

Délai et voie de recours (article L514-6 du Code de l'Environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 7 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
Le Maire de LA HARMOYE,
L'Inspecteur des Installations Classées,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire pour être conservé en permanence et présenté à toute réquisition des autorités administratives ou de police.

SAINT-BRIEUC, le

19 MAI 2005

LE PREFET,

Pour le PREFET,
Le Secrétaire Général,

Jacques MICHELOT